faut donc aviser au rétablissement de la juridiction spéciale prévue par la loi du 18 germinal.¹⁾

Cette interprétation semble au gouvernement devoir faire disparaître toute incertitude. Le chancelier s'y rallie ; il ne s'enquiert non plus des torts réels que le plaignant Wirz peut avoir mais profite de l'occasion pour donner libre cours à son antipathie envers Laurent. « Qu'il cherche à convertir à la religion catholique des juifs et des protestants, qu'il les baptise en grande pompe, ce sont des faits contre lesquels il n'y a rien à dire ... Qu'il exorcise une malheureuse infirme, c'est un cas plus grave et qui dans le siècle où nous vivons loin d'être utile au bien de la religion ne peut que lui faire le plus grand tort. Qu'il rétablisse l'observance forte de fêtes tombées depuis longtemps en désuétude et qu'il nuise essentiellement par là à la classe pauvre qui doit travailler pour vivre, c'est là un principe dont l'application devra nécessairement rencontrer bientôt ses limites. » Mais que le vicaire apostolique encourage par son silence le curé Schaeffgen, voilà ce que Blochhausen trouve « intolérable ». Il appuie donc la demande du conseil tendant à rétablir la juridiction de l'appel comme d'abus et réclame, en attendant, un acte énergique : le déplacement du curé.²⁾

Le roi garde plus de sang-froid et émet des doutes sur le fond de l'accusation ; il est surtout frappé de ce que ni le curé ni le vicaire apostolique n'ont été entendus. Blochhausen ira donc aux renseignements. Le rapport du doyen de Bettembourg (du 9 août 1843) présente Wirz comme « l'instrument de quelques vindictifs », rappelle que le curé a tout fait pour le ramener dans la voie convenable et que les sacrements n'ont jamais été refusés publiquement à la famille. Aux yeux de Laurent aussi cette affaire « n'est que calomnie et méchanceté ». Pourquoi d'ailleurs avoir porté ces accusations devant le roi ? Si le curé est coupable des délits civils qui lui sont imputés libre aux plaignants de le traduire devant les tribunaux ; s'il a commis les abus de pouvoir spirituel qui lui sont reprochés il n'appartient qu'à l'autorité ecclésiastique de sévir contre lui. « Et certes Sa Majesté veut aussi peu déroger au pouvoir judiciaire qu'au pouvoir ecclésiastique. »³⁾ Le chancelier conseille d'ordonner une enquête supplémentaire ; le roi s'y oppose et fait écrire à Wirz que le gouvernement ne peut pas s'immiscer dans les difficultés qui résultent du refus des sacrements mais que le recours au juge civil est ouvert s'il se trouve injurié par le curé dans sa qualité civile.⁴⁾

Un autre incident survenu à Greiveldange, en 1845, (refus du baptême à un enfant) amène le gouvernement à préciser encore une fois ses vues : l'appel comme d'abus n'est pas applicable. Le curé de

¹⁾ Le cons. de gouv. au roi, 3 juin 1843. AGL. Chanc. N° 65.

²⁾ Le Chancelier au roi, 11 juin 1843. *ibid.*

³⁾ Laurent à Blochhausen, 11 août 1843. Arch. de l'Évêché.

⁴⁾ van Rappard à Blochhausen, 24 août 1843. Wirz continue à résister et la querelle rebondit en 1847.